



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6 avenue du Général de Gaulle
CS90254
43009 Le Puy-en-Velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 18/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ROCHE EMBALLAGES PLASTIQUES

Z.I. de Chavanon
43120 Monistrol-Sur-Loire

Références : UiD4243-EAR-024-433
Code AIOT : 0005600221

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2024 dans l'établissement ROCHE EMBALLAGES PLASTIQUES implanté Z.I. de Chavanon 43120 Monistrol-sur-Loire. L'inspection a été annoncée le 10/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROCHE EMBALLAGES PLASTIQUES
- Z.I. de Chavanon 43120 Monistrol-sur-Loire
- Code AIOT : 0005600221
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Roche Emballages plastiques est spécialisée dans la transformation de matières plastiques par extrusion. Son activité principale est la réalisation de films et de sacs en plastiques.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Prévention de perte de granulés plastiques industriels (GPI)
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie
- Sites et sols pollués

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 15/03/2013, article 7.3.2	Demande d'action corrective	3 mois
2	Eaux	Arrêté Préfectoral du 15/03/2013, article 4.1.2	Demande de justificatif	12 mois
10	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 15/03/2013, article 1.2.1	Sans objet
3	Produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 15/03/2013, article 7.1.2	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/03/2013, article 7.2.5	Sans objet
6	Pollution accidentelle	Arrêté Préfectoral du 15/03/2013, article 7.4.1	Sans objet
7	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet
8	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Sans objet
9	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pour projet de modifier les bureaux, les vestiaires, les locaux sociaux et de déplacer les stockages extérieurs.

À ce titre, un porter à connaissance doit être transmis à l'inspection.

L'instruction de ce dernier permettra de mettre à jour les rubriques ICPE du site dont les volumes mis en œuvre ont évolué.

L'exploitant doit faire le nécessaire pour corriger les défauts constatés relevés lors du dernier contrôle périodique de l'installation électrique.

L'exploitant a démontré une très bonne maîtrise, en termes d'organisation et de moyens techniques, du risque lié à la dissémination environnementale des granulés de plastiques industriels.

L'inspection a constaté la très bonne tenue du site en la matière et l'absence de granulés éparpillés dans l'environnement proche du site. L'audit de certification reste toutefois à réaliser.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2013, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : Rubrique 2661 - 1 - a → volume autorisé 35,5 t/j (A) (extrusion + régénération) Rubrique 2662 - 2 → volume autorisé 2800 m ³ (E) (stockage de polymère, sacs et silos) Rubrique 2661 - 2 - b → volume autorisé 11,5t/j (D) (découpage sacherie) Rubrique 1432 - 2 → volume autorisé 2,3m3 (NC) (stockage encres et solvants) Rubrique 1433 - B → volume autorisé 160 kg (NC) (emploi encres et solvants dans imprimeuses) Rubrique 1530 → volume autorisé 30m3 (NC) (stockage cartons) Rubrique 1532 → volume autorisé 60m3 (NC) (stockage palettes bois) Rubrique 2450 - 2 → volume autorisé 12kg/j (NC) (encre et solvants flexographie) Rubrique 2663 - 2 → volume autorisé 128m3 (NC) (stockage produits finis) Rubrique 2925 → volume autorisé 10kW (NC) (atelier charge accumulateurs)
Constats : L'exploitant a indiqué avoir un projet de modification des bureaux, vestiaires et locaux sociaux, ainsi que le déplacement des stockages extérieurs. Les volumes des activités exercées ont évolué à la hausse, en regard de ceux autorisés par l'arrêté préfectoral cité en source. L'exploitant a prévu de transmettre, en décembre 2024, à l'inspection, un porter à connaissance concernant le projet ci-dessus et décrivant l'évolution des niveaux d'activités (mise à jour des volumes mis en œuvre sur le site en regard des rubriques de la nomenclature des ICPE).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2013, article 4.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution aquatique
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique. En cas d'utilisation de disconnecteur, une vérification périodique est réalisée selon les dispositions du Code de la santé publique.
Constats : Le site est équipé d'un disconnecteur. Son installation date de quelques mois. L'exploitant a indiqué qu'il prendra contact avec des prestataires qualifiés pour réaliser la vérification périodique de ce dispositif.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 12 mois, l'exploitant justifiera de la bonne réalisation de la vérification périodique.
Type de suites proposées : Avec suite
Propositions de suite : Demande de justificatif
Proposition de délais : 12 mois

N° 3 : Produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2013, article 71.2
Thème(s) : Produits chimiques, État des stocks
Prescription contrôlée : (...) L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant dispose d'un fichier indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, ainsi que leur lieu de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2013, article 7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 71.1 ;• d'au moins trois poteaux d'incendie et d'une réserve d'eau située à proximité permettant de couvrir le besoin en eau pour l'extinction d'un incendie évaluée à 1500 m³ ;• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinctions sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. (...) L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : L'atelier est équipé d'un système de détection incendie qui alerte les services d'incendie et de secours en cas d'incendie. Les plans des locaux sont affichés à plusieurs endroits sur le site. Le besoin en eau d'extinction est couvert par 3 poteaux incendies totalisant un débit de 800 m ³ /h et d'une réserve incendie communale partagée de 2 500 m ³ . Par échantillonnage, lors de la visite, il a été constaté que les extincteurs et les RIA étaient visibles et accessibles. L'exploitant a été en mesure de présenter le rapport de vérification annuelle des extincteurs et des RIA daté du 12/08/2024. Ce rapport mentionne la nécessité de remplacer 7 extincteurs. L'exploitant a fourni une facture concernant leur remplacement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2013, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Électricité
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. (...)
Constats : L'exploitant a été en mesure de fournir un compte rendu de vérification périodique daté du 12/07/2024. Ce compte-rendu fait état des non-conformités ou anomalies suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Absence de dispositif différentiel 300 mA sur l'alimentation de la co-extrudeuse au TGBT TR1• Réglage/calibre incorrect de la protection de surcharge du cricuit dans le tableau TGBT TR1 Bis• Réglage/calibre incorrect de la protection du circuit dans le coffret PC14• Continuité défectueuse (supérieure à 2 ohms) du conducteur de protection de la prise de courant à côté de l'armoire C3.• Absence de dispositifs différentiels 300 mA en tête des circuits extrudeuses CMG 2, CMG 1 et TECOM• Absence de dispositif différentiel 300 mA en tête du circuit de l'imprimeuse MANZONI CE2011 n°2084• Absence de dispositif différentiel 300 mA en tête de l'installation de la petite extrudeuse de chute EREMA KAG 504 CE20006 P06/079
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection les documents permettant d'attester que les non-conformités ou anomalies listées dans les constats sont résolus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Pollution accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2013, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution aquatique
Prescription contrôlée : I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.- cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. (...) Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés(...). III. Pour les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
Constats : Lors de la visite, les liquides susceptibles d'être dangereux rencontrés étaient stockés sur rétention (armoires extérieures munies de rétention pour le stock et sol imperméable sans regard pour les produits en cours d'utilisation)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.
Constats : Le site utilise des granulés de plastique industriel (GPI) comme matière première entrant dans le processus de fabrication de films plastique par extrusion. Ces GPI sont stockés sous deux formes: - en vrac dans des silos (nord du site) : il s'agit de GPI de qualité intermédiaire; - en sacs palettisés (est et nord-ouest du site): il s'agit de qualité supérieure. Ces GPI sont ensuite acheminés dans les extrudeuses soit automatiquement par un robot, soit manuellement en ce qui concerne les sacs palettisés. A noter que le site utilise environ 15% de matière première recyclée, issue notamment de la collecte sélective des plastiques (bacs jaunes). Le site est donc concerné par les dispositions réglementaires relative à la prévention des pertes de GPI dans l'environnement (points suivants).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.
Constats : L'établissement dispose de plusieurs regards d'eaux pluviales à l'extérieur. Neuf d'entre eux sont équipés de paniers en inox amovibles permettant la récupération des granulés de plastique industriel (GPI), référencés par les lettres A à I sur le plan fourni par l'exploitant. Ces paniers sont adaptés aux regards, en bon état et correctement entretenus. Deux regards ne sont pas pourvus de tels paniers mais leur localisation (le long des bureaux) et la pente du site prévient tout risque de dissémination de GPI à leur niveau. Des GPI sont stockés en sacs sur palettes à l'Est du site, en bordure d'une zone non revêtue. La pente du site étant orientée vers cette zone non revêtue, des dispositifs de collecte devraient être installés en bordure du site, le long des stockages. Un tel aménagement est d'ores et déjà prévu par l'exploitant courant 2025, consistant en la pose de sept regards (référencés J à P sur le plan-projet fourni) équipés de paniers en inox similaires à ceux déjà en place. Lors de la visite, il n'a pas été identifié de GPI épandus dans les différentes zones du site, hormis de manière très marginale sous le poste de dépotage des silos au nord du site. A l'intérieur des locaux, au niveau des extrudeuses, le sol est constitué d'une dalle pleine, sans regards. Les GPI éventuellement disséminés sont régulièrement balayés et ramassés. Les locaux étaient particulièrement propres et exempts de GPI le jour de la visite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Lors des travaux d'aménagement du site relatifs au PAC en cours de finalisation, assurer l'installation effective des regards équipés de paniers inox le long de la bordure Est.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à : a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ; b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ; c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ; d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ; e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ; f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ; g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.
Constats : L'exploitant dispose d'une procédure relative à la prévention des pertes de granulés de plastique industriel, datée du 20 juin 2024 et référencée MAI_P01_IndA. Elle comporte l'ensemble des dispositions mentionnées ci-avant et, compte tenu des constats opérés lors de la visite, s'avère manifestement mise en œuvre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Audits des procédures par un organisme accrédité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.
Constats : L'audit relatif à la prévention des pertes de granulés plastiques industriels n'a pas été réalisé, à ce jour, par l'exploitant, qui ne dispose donc pas du certificat de conformité afférent.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'audit de certification est à réaliser dans un délai de trois mois à compter de la date de réception du présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois